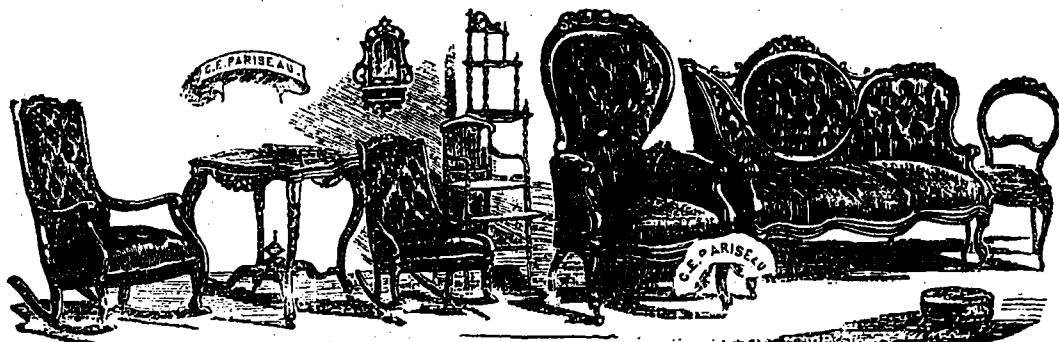


ETABLISSEMENT CANADIEN DE MEUBLES DE MENAGE.

FONDÉ EN 1854.



FONDÉ EN 1854.

C. E. PARISEAU, PROPRIÉTAIRE,
No. 449 RUE NOTRE DAME, MONTREAL.

On trouve à cette maison l'assortiment le plus complet, le plus varié et le moins coûteux de meubles de la Puissance.

Le Négociant Canadien

MONTREAL, JEUDI, 1er AOUT 1872.

AVIS.

Le Bureau d'administration du NÉGOCIANT CANADIEN a été transporté dans la bâtisse au coin des rues St Paul et St. Nicholas. Entrée, No. 10, rue St. Nicholas.

LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE EN AMERIQUE.

Le premier Congrès de la Confédération Américaine de l'Association Internationale des Travailleurs s'est tenu à New York, dimanche le 12 courant. La déclaration de principes que nous publions plus bas, adressée aux ouvriers du monde entier, montre jusqu'à quel point d'ignominie on s'est arrivés les instigateurs du mouvement, et jusqu'à quelle extrémité ils sont disposés à se livrer pour parvenir à leurs fins, si on ne prend aucune mesure pour les ramener à des idées plus saines.

Les théories philanthropiques de nos idéologues du siècle dernier et de ceux du présent siècle commencent à porter leurs fruits. Le malaise qui règne dans la société de toute part, nous montre jusqu'où des esprits sincères peuvent être dans leurs opinions et leurs rêves, mais égarés dans leurs jugements, peuvent aller une fois engagés dans le sentier de l'erreur.

Pour nous, travailleurs nous-mêmes, et chaque jour en contact avec la classe ouvrière, nous aimons à suivre ces discussions qui embrassent une des questions les plus importantes qui ait jamais agité le monde, et d'où dépend l'avenir de la société moderne. Nous aimons l'ouvrier, nous sympathisons avec lui, et nous lui disons ici, que c'est une erreur pour lui de croire que les autres classes de la société se liguent ensemble pour l'exploiter, que nul sur cette terre est complètement heureux, que la loi du travail imposée à l'homme par Dieu, est tellement de nécessité absolue, que nul ne peut s'en affranchir sans se faire tort à lui-même, et rendre sa condition plus malheureuse encore. Comme hommes aimant nos semblables, nous espérons que le jour n'est pas éloigné où chaque ouvrier sera rétribué selon son travail et la mesure des services rendus par lui à la société; mais nous repoussons énergiquement toutes tentatives faites pour arriver à ce but en dehors

de la légalité, et des bases fondamentales qui jusqu'à ce jour, ont maintenu l'équilibre dans les divers rangs de la société. Nous croyons que dans un temps non éloigné, le travail sera la loi suprême de tous, mais à l'égalité parfaite nous n'avons aucune foi, elle n'est pas plus possible que l'égalité des intelligences et du talent.

Voici la déclaration de la société telle que publiée dans les journaux des Etats-Unis :

Que l'émancipation des classes ouvrières doit être obtenue par les classes ouvrières elles-mêmes; que le but de nos efforts en combattant pour cette émancipation n'est pas d'obtenir des privilèges de classe ou monopoliser, mais l'égalité de droits et de devoirs, et abolition de toute autorité de classe l'une sur l'autre.

Que dans l'asservissement économique de l'homme de travail au monopolisateur, des moyens de travail, c'est-à-dire aux sources de la vie, se trouve comprise la servitude sous toutes ses formes, les misères sociales, le despotisme mental et les anxiétés politiques.

Que l'émancipation économique des classes ouvrières est le grand but vers lequel doivent tendre tous les mouvements politiques, et tous les autres devraient lui être subordonnés.

Que tous les efforts tendant à ce grand but n'ont jusqu'à présent eu aucun succès par défaut de solidarité parmi les divisions multiples de travailleurs dans chaque pays, et par le manque d'union et de lien fraternel entre les classes ouvrières dans les différents pays.

Que l'émancipation du travail est un problème social, non borné à une localité ou une nationalité, mais embrassant tous les pays où existe la société moderne, et dépend pour sa solution sur le concours pratique et théorique des pays les plus avancés en civilisation.

Que le présent mouvement parmi les classes ouvrières dans les contrées les plus industrielles de l'Europe et de l'Amérique, tout en donnant de nouvelles espérances aux ouvriers donne au si un avertissement solennel aux peuples contre le retour aux anciennes erreurs, et appelle à plus de continuité dans nos mouvements vers notre but.

Pour ces raisons, nous, maintenant assemblés en Congrès, déclarons être "la Confédération Américaine de l'Association Internationale des Travailleurs," et tout en nous proclamant en harmonie avec tous les travailleurs du monde, nous nous réservons le droit de conduire cette branche de l'Association Internationale des Travailleurs, sans recevoir aucune suggestion ni ordre du Conseil Général, siégeant à Londres, en Angleterre, excepté toutefois, en autant que ses décrets pourront être en harmonie avec ceux des Congrès Généraux ou Universels de l'Association, dans lesquels nous pourrions, de temps à autre, être représentés aux temps et lieux où ils se tiendront.

Nous ne voyons dans cette déclaration telle que formulée, aucune énumération des maux dont le travail désire se délivrer, laissant en même temps au public, à deviner quels sont

les monopolisateurs des moyens de travail auxquels les travailleurs sont assujettis; ensuite les Internationaux d'Amérique nous donnent leur plate-forme comme présentant le remède à ces maux non encore définis:

Premièrement.—Abolition totale des privilèges et autorité de classes.

Secondement.—Egalité complète, sociale et politique, pour tous, sans distinction de sexe, croyance, couleur ou condition.

Troisièmement.—Nationalisation de la terre et de tous les instruments de production.

Par cela, il est entendu, que l'Etat, aussi promptement que possible, et sans faire aucun tort à personne, prendra possession de toutes les terres et machines servant à épargner le travail qui ont été enlevées au peuple, et par ce moyen il sera en état de donner du travail à tous ceux qui en auront besoin.

Quatrièmement.—Une réduction dans les heures de travail, de manière à accorder plus de temps à la culture de l'esprit et au repos.

Cinquièmement.—L'éducation, sous la direction de l'Etat, dirigé par lui, obligatoire, gratuite, séculière, scientifique et professionnelle.

Sixièmement.—L'Association ne s'occupera aucunement de religion, aucune différence de croyance n'étant reconnue par elle.

Septièmement.—Abolition des armées permanentes, comme poussant à la guerre, et guerre à la guerre elle-même, comme élément destructeur des intérêts les plus chers de l'humanité.

Huitièmement.—L'argent à être sous le contrôle et issu par le gouvernement seul, à cours d'après la loi, et ne portant aucun intérêt.

Neuvièmement.—L'adoption du principe d'associations productives dans le but de supprimer totalement le présent système de production par les capitalistes.

Dixièmement.—Lois à être soumises au peuple, pour être approuvées ou désapprouvées par lui.

Nous n'entreprendrons pas de discuter l'absurdité des réformes plus haut demandées comme remède aux prétendus maux qui affligent la classe ouvrière. Nos lecteurs intelligents en ont déjà fait justice. Nous dirons seulement que si les ouvriers souffraient réellement des maux autres que ceux dont ils sont eux-mêmes responsables, le palliatif indiqué par les Internationaux ne servirait qu'à rendre leur condition plus malheureuse encore. En effet, d'après leur déclaration de principes, les travailleurs doivent dépendre sur eux-mêmes pour obtenir leur émancipation du service du capital, ou de tout ce qu'ils considèrent leur être nuisible, puis, par une contradiction qui frappera tout le monde, ils veulent se soumettre au plus capricieux, au plus avare, au plus irresponsable de tous les maîtres, "L'Etat." A "L'Etat," ils